

Bilan mitigé du 11e sommet de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba sur la RDC

RFI, 06/05/2023 Sommet pour la paix dans l'est de la RDC : « Il faut revitaliser l'accord », selon les participants Au Burundi, le 11e sommet de suivi de l'Accord d'Addis-Abeba pour la paix dans l'est de la République démocratique du Congo s'est terminé en fin d'après-midi. Une rencontre marquée par la présence du secrétaire général António Guterres, du président de l'Union africaine Moussa Faki et des présidents burundais, congolais, sud-africain et ougandais, mais sans le Rwandais Paul Kagame et le Kényan William Ruto. Le mot d'ordre de cette réunion : relancer cet accord dont les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes.

Une fois n'est pas coutume, c'est par un consensus qu'a été consacré ce sommet consacré au suivi de l'accord-cadre y a 10 ans tout juste à Addis-Abeba : « le bilan est mitigé, les résultats demeurent modestes », ont reconnu les différents participants. Néanmoins, pas de volonté d'enterrer ce mécanisme, « il faut le revitaliser » : cela a véritablement été le leitmotiv de cette rencontre. Après la cérémonie et les prises de parole publiques, il y a eu environ trois heures d'échanges huis clos et les discussions ont été quelque peu tendues, notamment entre le président congolais et le ministre rwandais. Kinshasa accuse Kigali de soutenir le mouvement du M23 qui, depuis plus d'un an, a repris les armes et conquis une partie de la province du Nord-Kivu. Des accusations étayées par plusieurs rapports d'experts des Nations unies. Une menace sécuritaire qui s'ajoute aux nombreux groupes armés présents dans la zone. « Échanges cordiaux, mais francs et directs », « Cette rencontre a permis aux participants de confronter leur lecture de la situation », confie un responsable onusien, lors d'échanges qu'il qualifie lui de « cordiaux, mais francs et directs ». Cette situation suscite l'inquiétude des participants à cette réunion de Bujumbura qui ont tenu le signal dans le communiqué final. Des signataires qui appellent à des actions rapides pour permettre la désescalade entre la RDC et le Rwanda. Ils assurent aussi leur plein soutien aux processus de Luanda et de Nairobi. Les responsables présents se sont enfin mis d'accord sur une feuille de route pour « relancer » l'initiative. Plusieurs étapes sont prévues, pour commencer, une réunion sous la houlette de l'Union africaine (UA) dès ce mois-ci, puis une retraite avec tous les acteurs politiques et diplomatiques, mais aussi les chercheurs qui travaillent sur cette question. L'objectif est d'arriver en 2024, au sommet de Kampala, en Ouganda, avec un nouveau rapport à soumettre aux membres de l'accord-cadre. « Il faut faire une évaluation sur ce qui a été fait au cours des dix dernières années, dans le cadre de la revitalisation de l'accord-cadre », dit l'envoyé spécial des Nations unies pour les Grands-Lacs, Huang Xia, qui salue un communiqué allant dans ce sens. Treize pays de la région étaient représentés et plusieurs chefs d'état ont fait le déplacement : le Congolais Félix Tshisekedi, le président de l'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa, l'Ougandais Yoweri Museveni ou encore le Centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Ce sommet se tient dans un contexte « d'exacerbation des tensions » qui contraste avec « l'optimisme qui a prévalu, il y a quelque temps, dans la région », a affirmé la tchadienne Moussa Faki Mahamat, président en exercice de l'UA. « Les résultats concrets de nos démarches demeurent modestes, les tensions n'ont pas baissé si elles ne se sont pas exacerbées », a reconnu le président de la Commission de l'UA Moussa Faki. L'absence de deux chefs d'état était tout de même à noter : celle du Rwandais Paul Kagame et du Kényan William Ruto, qui dirige la force est-africaine déployée dans l'est de la RDC. Ce dernier serait en froid avec Kinshasa depuis le remplacement du commandant en chef de cette Force. Les responsables rwandais et kényans se trouvent, pour leur part, à Londres pour le couronnement de Charles III. Paulina Zidi